

10 mai 1980 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Communiqué final de la VIIème conférence franco-africaine, Nice, le 10 mai 1980

Politique étrangère relations franco - africaines

- A l'invitation de M. Valéry GISCARD D'ESTAING, Président de la République française, la VIIème conférence franco - africaine s'est réunie à Nice les 8, 9 et 10 mai 1980. Les pays suivants y étaient représentés : Bénin, Burundi, Centrafrique, Comores, Congo, Côte\_d'Ivoire, Djibouti, France, Gabon, Haute-Volta, Mali, Maurice, Mauritanie, Niger, Rwanda, Sénégal, Tchad, Togo, Zaïre.

- Etaient représentés à cette réunion, en qualité d'observateurs, le Cap-Vert, la Guinée-Bissau, la Guinée Equatoriale, le Maroc, Sao-Tome et Principe, la Sierra-Léone et la Somalie.

Politique étrangère relations franco - africaines

- Les chefs\_d'Etat, les chefs de gouvernement et les chefs de délégation se sont félicités des résultats positifs de la réunion des ministres des Affaires étrangères qui s'est tenue à Paris les 3 et 4 avril 1980 date. Ils ont adopté l'ordre du jour proposé par les ministres ainsi que les recommandations qu'ils ont formulées à leur intention.

- L'examen des points inscrits à l'ordre\_du\_jour a donné\_lieu à des discussions cordiales et approfondies.

- Les chefs\_d'Etat, les chefs de gouvernement et les chefs de délégation ont échangé leurs points\_de\_vue sur la situation économique mondiale et ses incidences sur le continent africain. Ils ont constaté que la nouvelle vague de hausses des prix du pétrole, la désorganisation du système monétaire international, l'inflation mondiale et la détérioration des termes de l'échange qui en découlent, tendent à accentuer l'écart entre les pays industrialisés et les pays africains en développement et aggravent considérablement les difficultés financières de ces derniers.

- Dans ce contexte la Conférence a reconnu la double nécessité d'une rigueur de gestion accrue et d'une aide supplémentaire de la communauté internationale à la mesure des difficultés rencontrées.

Politique étrangère relations franco - africaines

- A cet égard, les participants ont apprécié l'effort constant accompli par la France en\_faveur de l'Afrique, malgré les contraintes qui pèsent sur son économie.

- En effet, l'aide de la France au développement en Afrique a connu, comme l'avait annoncé le Président de la République française à Kigali, une augmentation sensible. La dotation du Fonds d'Aide et de Coopération `FAC` est passée de 633 `somme` millions de francs en 1979 à 942 millions de francs en 1980, soit une progression de 48 % `statistique`. Les interventions de la Caisse Centrale de Coopération Economique (CCCE) ont continué de s'accroître en 1980 au rythme élevé de 25 % par an. Au niveau des organisations internationales de développement, la France a pris des initiatives qui marquent l'importance qu'elle accorde à l'aide multilatérale.

Parmi ces initiatives figurent le relèvement de sa participation au capital de la Banque\_Mondiale (110 millions de francs) et sa contribution prochaine à la 6ème reconstitution de l'Association Internationale de Développement `AID` (2750 millions de francs sur trois ans). Elle a accepté de souscrire 9,6 % du capital non régional de la Banque Africaine de Développement (50 millions de dollars) et d'augmenter rétroactivement sa contribution au Fonds Africain de Développement de 2,6 % à 6,4 % `statistique` du total des ressources du Fonds. Par ailleurs, la France a constamment soutenu les efforts du Fonds Monétaire International `FMI` en\_vue d'une réorientation des ressources de celui-ci au bénéfice des pays en voie de développement.

Politique étrangère relations franco - africaines

- En\_outre, la France n'a pas ménagé ses efforts pour susciter un accroissement des

contributions des principaux pays donateurs. En-particulier, l'idée lancée par le Président de la République française lors de la conférence franco - africaine de Paris en 1976 d'une action exceptionnelle en\_faveur de l'Afrique s'est concrétisée, le 1er janvier 1980 `date`, par la création de l'Action Concertée pour le Développement en Afrique (ACDA). Y participent, la France, les Etats-Unis d'Amérique, la République Fédérale d'Allemagne `RFA`, la Belgique, le Canada et le Royaume-Uni. La Banque\_Mondiale a également accepté, à la demande du Président de la République française, de s'associer à cette -entreprise. L'ACDA devrait permettre, dans un premier temps, d'accroître l'efficacité des aides occidentales à l'Afrique grâce-à une meilleure coordination de leurs interventions.

- Enfin, la crise économique obligeant à un effort d'imagination, la France étudie les moyens de démultiplier les effets de l'aide au développement par un meilleur recyclage des capitaux. D'ores et déjà, pour contribuer au maintien du niveau d'investissement requis par la situation des pays africains, le Gouvernement français a décidé d'accroître substantiellement le volume des interventions de la Caisse Centrale de Coopération Economique `CCCE` à des conditions préférentielles, en poursuivant la politique actuelle d'association avec des capitaux extérieurs, politique dont les résultats encourageants ont été soulignés. Ces interventions nouvelles s'appliqueront par priorité aux projets des pays les moins avancés ou affectés par des calamités naturelles, en privilégiant les opérations visant l'autosuffisance alimentaire, à la mise en\_valeur des richesses du sous-sol et le désenclavement.\

`Politique étrangère ` relations franco - africaines `

- Les chefs\_d\_Etat, les chefs de gouvernement et les chefs de délégation ont demandé à la France de continuer à traduire fidèlement leurs préoccupations auprès des autres pays industrialisés et notamment auprès de ses partenaires de la Communauté économique européenne `CEE`, afin que des solutions satisfaisantes soient trouvées à leurs problèmes. Parmi ces derniers figure la stabilisation des cours des matières premières dont les pays africains tirent une grande partie de leurs revenus et pour lesquelles ils souhaitent obtenir une juste rémunération. Les participants se sont déclarés convaincus de la nécessité de reprendre sur des bases constructives le dialogue entre pays producteurs et consommateurs de cacao.

- Ils ont souligné l'intérêt qu'ils attachent aux négociations en\_cours en\_vue de la relance du dialogue\_Nord-Sud, dont la communauté internationale est en droit d'attendre la restauration d'un système de croissance soutenue et une solution d'envergure aux problèmes de développement. A cet égard, la France qui a pris note des priorités accordées par ses partenaires aux problèmes de l'autosuffisance alimentaire, des matières premières, de l'enclavement et de l'endettement, est résolue à jouer un rôle particulièrement actif dans la préparation des négociations globales qui vont s'engager aux Nations-unies et à continuer son action visant la mise en\_oeuvre d'un Fonds commun des matières premières.

- Après avoir marqué l'importance qu'ils accordent aux transferts de technologie vers les pays africains, les participants ont noté avec intérêt les -recherches -entreprises dans-le-cadre des procédures bilatérales pour concevoir, dans le secteur rural comme dans le secteur industriel, des technologies adaptées au milieu africain.\

`Politique étrangère ` relations franco - africaines `

- La Conférence a rappelé la nécessité d'accorder une priorité aux pays les moins avancés souffrant d'handicaps naturels graves tels que l'enclavement, l'insularité ou la sécheresse. Elle a pu constater à cet égard que l'aide apportée par la France aux pays du Sahel, en constante augmentation depuis 1975, représente aujourd'hui plus du tiers de l'aide du ministère de la Coopération à l'Afrique et que plus de la moitié des subventions du Fonds d'Aide et de Coopération `FAC` en 1979 a été affectée aux pays les moins avancés.

- Les chefs\_d\_Etat, les chefs de Gouvernement et les chefs de délégation ont noté que, si la nouvelle convention de Lomé CEE - ACP n'avait pas répondu à tous les espoirs, sa signature n'en constituait pas moins, dans la conjoncture économique actuelle, une manifestation exemplaire du dialogue entre pays industrialisés et pays en développement./ Au chapitre de la coopération

franco - africaine, dont les participants ont souligné une fois de plus l'utilité, la France a précisé

franco - africaine, dont les participants ont souligné une fois de plus l'utilité, la France a précisé qu'elle s'attacherait à maintenir sinon renforcer les moyens du ministère de la Coopération malgré l'inflation. Quatre questions ont en particulier retenu l'attention : le développement des énergies autres que le pétrole, la recherche de l'autosuffisance alimentaire, les questions de formation et les calamités naturelles.

Politique étrangère relations franco - africaines

- En ce qui concerne l'énergie, l'Afrique offre un vaste champ de possibilités que ce soit dans le domaine de l'énergie hydroélectrique, de l'énergie solaire, de l'énergie éolienne ou de la biomasse, source potentielle d'éthanol et méthanol. Leur développement ne pourrait avoir que des effets favorables sur les équilibres financiers des pays africains. Un des problèmes les plus graves auxquels l'Afrique risque d'avoir à faire face au cours des prochaines années est l'augmentation du déficit vivrier. Tout en reconnaissant la difficulté de l'entreprise, les participants ont exprimé la volonté de faire de la recherche de l'autosuffisance alimentaire un des objectifs prioritaires de leur politique. Ils ont reconnu que dans cette perspective la France a un rôle important à jouer en intensifiant son aide au niveau bilatéral et en contribuant à une meilleure concertation au niveau international. La politique du ministère français de la Coopération en matière d'éducation et de formation a fait l'objet d'un échange de vues approfondi. L'accent a été mis sur la nécessité d'assurer la formation des étudiants africains notamment dans les domaines techniques et sur les perspectives offertes par le resserrement des liens entre universités françaises et africaines. La Conférence a également évoqué les conséquences des calamités naturelles - inondations, cyclones, etc. - qui frappent certains pays. La France qui a déjà consenti une aide importante à l'île Maurice dévastée par plusieurs cyclones apportera une aide exceptionnelle aux Comores qui viennent d'être victimes d'inondations. A ce propos, il a été rappelé que d'une façon générale l'action de coopération a pour but de rendre l'économie des Etats moins vulnérable aux aléas extérieurs.

Politique étrangère relations franco - africaines

- La conférence, après avoir entendu une communication du Président somalien SYAD BARRE, a souligné la gravité de la situation des réfugiés en Afrique et les répercussions négatives que leur afflux entraîne sur les économies des pays d'accueil. Elle a mis l'accent sur la contribution que devrait apporter la communauté internationale à la solution de ces problèmes. La France, pour sa part, a précisé le Président de la République française, est disposée à participer à cet effort à l'échelle qui sera jugée nécessaire.

- La délégation française a exposé à la conférence l'état actuel des réflexions conduites sur le trilogue euro - arabo - africain. Elle l'a informée des résultats encourageants enregistrés à l'occasion des contacts pris à l'échelle internationale et lui a fait part de certaines propositions concrètes susceptibles de matérialiser le projet dans les domaines culturel, économique et politique. La conférence a pris note avec satisfaction des progrès réalisés. Confirmant son actif soutien au projet, elle a exprimé le souhait de voir se poursuivre en direction du monde arabe et des pays africains l'action d'information entreprise en vue de favoriser la mise en oeuvre du trilogue.

- Une communication sur la situation au Tchad a été faite par le vice-président du Gouvernement d'Union Nationale de Transition M. KAMOUGUE.

Politique étrangère relations franco - africaines

- La conférence a pris connaissance avec intérêt de l'exposé du Président SENGHOR sur les résultats de la mission d'information qui lui avait été confiée à Kigali concernant une "communauté organique". Elle lui a demandé de poursuivre sa mission.

- Elle a décidé :

- 1) de créer à Dakar, à partir du secrétariat technique des conférences des ministres de l'Education nationale et de la Jeunesse et des Sports, un secrétariat permanent des conférences ministérielles des pays partiellement ou entièrement de langue française. La gestion de ce secrétariat permanent se ferait en liaison avec l'agence de coopération culturelle et technique. Ce secrétariat sera chargé de préparer une conférence des ministres des Affaires étrangères des membres de l'Agence et de la "communauté organique" qui se tiendrait à Dakar le 5 novembre

1980 `date`. Cette conférence préparera la réunion d'une conférence des chefs\_d\_Etat et de gouvernement de ces mêmes Etats, pour examiner les voies et moyens d'une telle coopération./  
2) de charger ce secrétariat, dès que possible, et sous la haute impulsion du Président SENGHOR, de réunir un conseil de réflexion formé d'experts et de personnalités de haut niveau qui aurait pour mission de définir les orientations et de rechercher les organisations et associations propres à développer une coopération et une solidarité accrues des pays partiellement ou entièrement de langue française.\

`Politique étrangère ` relations franco - africaines` Au vu du rapport établi à ce sujet et des recommandations faites par les ministres des Affaires étrangères, les participants ont décidé de confier le secrétariat administratif léger de la conférence franco - africaine au pays-hôte de cette dernière, la France assurant pour sa part la conservation des archives. Ils ont tenu à cette occasion à rappeler leur attachement au caractère informel de cette réunion.

- Les chefs\_d\_Etat, les chefs de gouvernement et les chefs de délégation se sont félicités de l'atmosphère empreinte de cordialité qui a présidé à leur rencontre de Nice et ont exprimé à M. Valéry GISCARD D'ESTAING, Président de la République française, à son Gouvernement et au peuple français leur vive gratitude pour l'accueil chaleureux qu'ils leur ont réservé.

- Ils ont accepté l'invitation du chef\_d\_Etat zairois `M. MOBUTU` de tenir leur prochaine conférence en 1981 au Zaïre qui en assurera donc la présidence.\